

les fonctionnaires des Affaires extérieures vont s'en occuper. Monsieur le Président, je sais que le député de Beauharnois—Salaberry (M. Hudon) est très au courant de l'attitude des fonctionnaires des Affaires extérieures, mais je suis convaincu que rarement, à l'Édifice Lester B. Pearson, il a entendu parler des producteurs de céréales, des producteurs de pommes de terre. Et je suis certain que dans les grands *cocktails* des Affaires extérieures, les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard sont rarement la priorité. Et donc, monsieur le Président, je pense que tous ceux et celles qui ont eu de près ou de loin des contacts avec les gens des Affaires extérieures savent que ce n'est pas vraiment leur vocation de s'occuper de la promotion des produits agricoles.

• (1640)

On dit aussi: Ah, ne vous inquiétez pas, la SEE s'en occupe. Tous ceux et celles qui sont en affaires et qui ont dû intervenir auprès de la SEE pour obtenir du financement des produits agricoles savent fort bien que les délais d'attente, que le manque de flexibilité et de compréhension de la SEE ne leur permettent pas d'avoir des relations soutenues et ne permettent pas aux exportateurs de prendre des décisions rapides, parce que vous savez, monsieur le Président, ce sont souvent des denrées périssables. Et malheureusement, les mécanismes d'intervention de la SEE sont beaucoup trop lents.

Par conséquent, ce qu'on fait en abolissant Canagrex, c'est de laisser encore une fois les agriculteurs canadiens à leur propre sort en leur disant: Écoutez, le gouvernement, on a trois ou quatre agences qui s'occupent de vous, mais comme vous le savez, monsieur le Président, quand il y a trois ou quatre agences qui s'occupent d'eux, finalement personne ne s'en occupe, parce qu'ils se passent tous la balle les uns aux autres.

Et donc, c'était strictement cela l'idée du gouvernement de l'époque, monsieur le Président, d'établir une société comme Canagrex qui n'a eu que huit mois pour faire ses preuves. Et je pense qu'un jugement comme celui qui a été porté par le gouvernement est un jugement à courte vue parce que dans huit mois d'exercice, Canagrex était déjà impliquée dans des projets d'exportation de produits agricoles pour au-delà de 160 millions de dollars, 160 millions de dollars qui seraient revenus directement dans les poches des agriculteurs canadiens qui en ont si besoin, monsieur le Président.

Et je ne comprends pas comment les députés d'arrière-ban du parti conservateur qui ont des cultivateurs chez eux peuvent accepter qu'on arrête une aide si importante à l'agriculture canadienne.

Monsieur le Président, je pense qu'un autre objectif fondamental d'une politique commerciale canadienne, c'est certainement de diversifier nos exportations. Et je crois que des efforts systématiques ont été faits dans le domaine des grains. Il y a aussi bien sûr la Commission canadienne du lait qui, elle aussi, par son programme étranger, fait des efforts, mais il y a toutes sortes d'autres productions, monsieur le Président, qui pourraient certainement entrer en ligne de compte et qui nous permettraient de diversifier la base agricole canadienne et la base de nos exportations.

Et donc, je pense que qui que ce soit qui est préoccupé par l'avenir du Canada rural ne peut faire autrement que d'espérer que ce secteur important de notre économie puisse non seulement répondre à nos besoins domestiques, mais surtout puisse

Canagrex

aller vers l'étranger, puisse obtenir des contrats importants à l'étranger qui nous apporteront des devises dont notre économie a si besoin.

Monsieur le Président, je ne comprends sincèrement pas les motifs du gouvernement pour abolir Canagrex qui était strictement à l'aube de son existence, Canagrex qui a eu tout simplement le temps d'engager un peu de monde, de faire des études sur les produits disponibles, et automatiquement on leur coupe l'herbe sous le pied et on ne leur permet pas de faire la preuve de leur nécessité et surtout de faire la preuve de l'impact économique qu'une société comme celle-là pourrait avoir.

Monsieur le Président, je sais que la députée de Brome—Missisquoi (M^{me} Bertrand) est préoccupée par l'avenir de Canagrex parce que les producteurs de pommes de sa circonscription auraient certainement profité d'une manière importante de Canagrex. Quand on sait jusqu'à quel point des dizaines et des dizaines de producteurs seraient prêts à vendre sur les marchés étrangers, mais n'ont pas les contacts, n'ont pas le financement disponible, je pense qu'une société comme Canagrex aurait pu jouer un rôle fort important. Et au lieu de passer au travers l'ensemble des intervenants gouvernementaux, cela aurait certainement simplifié l'intervention des fonctionnaires qui étaient à ce moment-là dirigés strictement sur la question agricole.

Monsieur le Président, je suis certain que les pomiculteurs, que ce soit des producteurs de porc, que ce soit des producteurs d'une série d'autres denrées alimentaires, aujourd'hui trouvent cela une journée fort triste parce qu'ils avaient espoir de pouvoir pénétrer plusieurs marchés étrangers.

Monsieur le Président, vous savez, on dit: Écoutez, servez-vous des programmes traditionnels. A mon expérience, au cours des neuf dernières années, monsieur le Président, chaque fois que des organisations agricoles ou des cultivateurs comme tels... je me souviendrai d'un cas où un cultivateur de ma région voulait exporter des animaux au Mexique, des animaux vivants, et on a fait littéralement tous les programmes du gouvernement fédéral, on a frappé à toutes les portes, et aucune agence gouvernementale ne voulait prendre le risque ou aider à assurer le risque de ce cultivateur qui avait un marché fort lucratif au niveau des animaux pour le Mexique.

Monsieur le Président, Canagrex, dans son mandat, aurait pris soin de cela, aurait assuré que les gens qui veulent faire de l'exportation d'animaux puissent le faire, mais aussi avoir une certaine garantie parce que le problème, monsieur le Président, si on met de 200 à 300 vaches dans un contingent et qu'on envoie cela au Mexique et qu'on ne revoit jamais le client, c'est un problème, et c'est pour cela que la garantie était importante.

Monsieur le Président, je pense que si on regarde progressivement ce qui se passe dans notre pays, c'est que la classe agricole disparaît de jour en jour. On a entendu certains députés du NPD, certains de mes collègues, faire état de la situation dramatique dans leurs régions respectives. Je pense que le gouvernement peut peut-être se gargariser de l'aide supposée qu'il a donnée à la classe agricole, mais la réalité, c'est qu'il n'y a pas de subventions, il n'y a pas de programmes d'aide ponctuelle qui remplacera l'existence de marchés étrangers. Monsieur le Président, les cultivateurs ne veulent pas avoir une série de béquilles du gouvernement. Ils sont «travillants», ils